

Unité départementale des Ardennes
1 Place de la Préfecture - BP 60002
08005 Charleville-Mézières

Charleville-Mézières, le 29/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 11/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ITW SPRAYTEC

Zone Industrielle
VIREUX MOLHAIN
08320 Vireux-Molhain

Références : E2 - LuP/DeF - n° 24/234
Code AIOT : 0005701202

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11/06/2024 de l'établissement ITW SPRAYTEC implanté RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ITW SPRAYTEC
- RUE PASTEUR ZI SUD 08320 Vireux-Molhain
- Code AIOT : 0005701202
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

L'entreprise conditionne des aérosols de produits de maintenance industrielle (graisses, mousses...) avec des gaz inflammables (environ 2,4 millions unités produites par an). Le site emploie 23 salariés.

Thèmes de l'inspection :

- Action régionale 2024 ;
- Air.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se

veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Autosurveillance des émissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 9.2.2.1	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
5	Vitesses d'éjection	Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 3.2.2	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Concentrations en COV	Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 3.2.3	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
7	Flux en COV	Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 3.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	18 mois
8	Plan de Gestion de Solvants	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28.1	Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etude technico-économique	AP de Prescriptions Complémentaires du 15/11/2019, article 2	Sans objet
2	Nature des COV	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°	Sans objet
3	Emissions diffuses réduites	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Bien que l'exploitant ait progressé en termes de connaissance de son process en matière de qualité et quantité de ses rejets atmosphériques, les valeurs limites ne sont pas systématiquement respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etude technico-économique

Référence réglementaire : AP de Prescriptions Complémentaires du 15/11/2019, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, air - cov
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sous un délai de 6 mois à compter de la notification d'un présent arrêté, l'exploitant est tenu de réaliser une étude technico-économique qui exposera les solutions envisagées pour traiter ses effluents atmosphériques afin de respecter les valeurs limites en concentration et en flux qui lui sont imposées, notamment pour les COV totaux, pour les conduits n°1, n°2 et n°3.</p> <p>Il devra transmettre sous ce délai les conclusions de l'étude présentant les actions de réduction des rejets atmosphériques à mettre en œuvre.</p> <p>A travers cette étude, il devra également définir un planning de réalisation de mise en conformité des équipements.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a réalisé une étude technico-économique communiquée à la Préfecture le 1^{er} février 2020. Cette étude expose les solutions envisagées pour traiter les effluents atmosphériques afin de respecter les valeurs limites en concentration et en flux qui sont imposées à l'entreprise pour les COV totaux, pour les conduits n°1, n°2 et n°3.</p> <p>L'étude propose :</p> <ul style="list-style-type: none"> - de réduire les émissions en COV à la source d'ici la fin de l'année 2022 ; - de modifier les valeurs limites de l'arrêté préfectoral en s'appuyant sur l'article 30 - 23° de l'arrêté ministériel du 2 février 1998.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le cas échéant, la demande de modification des valeurs limites d'émission devra être portée à la connaissance du Préfet des Ardennes avec tous les éléments d'appréciation nécessaires.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Nature des COV

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 27.7°
Thème(s) : Risques chroniques, COV CMR
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>c) Substances de mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou à phrases de risques R45, R46, R49, R60 ou R61 et substances halogénées de mentions de danger H341 ou H351 ou</p>

étiquetées R40 ou R68, telles que définies dans l'arrêté du 20 avril 1994 modifié :

Les substances ou mélanges auxquels sont attribuées, ou sur lesquels doivent être apposées, les mentions de danger H340, H350, H350i, H360D ou H360F ou les phrases de risque R45, R46, R49, R60 ou R61 en raison de leur teneur en COV, classés cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction, sont remplacés, autant que possible, par des substances ou des mélanges moins nocifs, et ce dans les meilleurs délais possibles. [...]

Constats :

Dans le cadre de son arrêté d'autorisation, l'exploitant a déclaré au cours de l'inspection ne pas avoir de COV CMR et maintenir une politique de surveillance réglementaire et technique à ce sujet. Il a fait parvenir le 12 juillet 2024, par courriel, un listing de produits extrait de son évaluation des risques chimiques (SEIRICH) qui indique pour chaque produit ses mentions de dangers. Ce listing ne fait pas apparaître de COV CMR tels que décrits dans la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Emissions diffuses réduites

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Emissions diffuses réduites

Prescription contrôlée :

I.-Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : [...]

- Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés. [...]

[...]

Constats :

L'inspection a pu constater sur le terrain, au niveau du poste de production chaîne 3 et au niveau du poste de préparation de la même ligne, que les points d'émission étaient captés à la source et canalisés.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Autosurveillance des émissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 9.2.2.1

Thème(s) : Risques chroniques, Auto surveillance des émissions atmosphériques canalisées

Prescription contrôlée :

Les différents points de rejets des émissions atmosphériques canalisées sont identifiés par l'article 3.2.2 du présent arrêté.

Le tableau ci-dessous identifie les fréquences de contrôle, pour chaque émissaire, des différents paramètres analysés :

- Emissaire raccordé à l'atelier de production, n° de conduit 1 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

- Emissaire raccordé au local de préparation, n° de conduit 2 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

- Emissaire raccordé à la salle de lavage des cuves, n° de conduit 3 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

[...].

Constats :

L'exploitant a présenté lors de l'inspection les dernières mesures semestrielles pour l'ensemble de ses conduits :

- avril 2022 ;
- octobre 2022 ;
- mai 2023 ;
- novembre 2023 ;
- mai 2024.

L'ensemble des paramètres ont été mesurés sauf les COV de l'annexe III.

En effet, concernant les analyses des substances de l'annexe III, l'exploitant a réalisé un screening et obtenu l'accord de l'inspection (courriel du 27/04/2021) pour ne rechercher que le Méthacrylate de Méthyle comme traceur des COV de l'annexe III. Cette substance a été mesurée :

- au second semestre 2022 à 0,12 mg/Nm³ pour une VLE de 20 mg/ Nm³ pour un flux de 0,0013 kg/h mesuré avec une VLE de 0,02 kg/h ;
- au premier semestre 2023, il n'a pas été détecté.

Néanmoins le Méthacrylate de Méthyle n'a pas fait l'objet d'une mesure au second semestre 2023 ni au premier semestre 2024.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 5 mois

N° 5 : Vitesses d'éjection

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 3.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, rejets atmo COV

Prescription contrôlée :

Le tableau suivant identifie les différentes émissions canalisées et fixe les conditions générales de fonctionnement :

N° de conduit	Intitulé du conduit	Installations raccordées	[...]	Vitesse d'éjection minimale en m/s
1	Atelier de production	3 lignes de production (conditionnement des aérosols)	[...]	8
2	Local de préparation	Préparation des mélanges pour la production	[...]	8
3	Salle de lavage des cuves	Pièce dans laquelle sont lavées les cuves de mélange	[...]	5

[...] ».

Constats :

Dans le cadre de l'inspection, le rapport du premier semestre 2024 et du second semestre 2023 (rédigé par la société BUREAU VERITAS) ont été contrôlés pour les conduits n°1, 2 et 3. Ces mesures

<p>précisent que la vitesse est conforme pour le conduit 1, mais pas pour les conduits 2 et 3 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 7,39 m/s en 2024 et 7,48 m/s en 2023 pour une valeur réglementaire minimale de 8 m/s pour le conduit n°2 ; - 4,81 m/s en 2024 et 4,55 m/s en 2023 pour une valeur réglementaire minimale de 5 m/s pour le conduit n°3.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Concentrations en COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 3.2.3				
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité aux valeurs de concentrations des COV				
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à des conditions normalisées de températures (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ; - à une teneur en oxygène équivalent à 21% 				
Concentration en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	[...]
Poussière	100	100	100	[...]
SOx équivalent en SO ₂	/	/	/	[...]
NOx équivalent en NO ₂	/	/	/	[...]
COV totaux en mg/Nm ³ de C	110	110	110	[...]
COV prévu à l'annexe III	20	20	20	[...]
[...] ».				
<p>Constats :</p> <p>Dans le cadre de l'inspection, le rapport du premier semestre 2024 (rédigé par la société BUREAU VERITAS) a été contrôlé pour les conduits n°1, 2 et 3.</p> <p>Conduit n°1 : Les concentrations sont conformes pour l'ensemble des paramètres mesurés (poussières et COV totaux).</p> <p>Conduit n°2 : Les concentrations sont conformes pour les poussières uniquement. Les COV totaux sont mesurés à 491mg/Nm³ de C au lieu de 110 mg/Nm³.</p> <p>Le conduit n°3 : Les concentrations sont conformes pour les poussières uniquement. Les COV totaux sont mesurés à 163 mg/Nm³ de C au lieu de 110 mg/Nm³.</p> <p>Les COV annexe III n'ont pas été mesurés.</p>				
Type de suites proposées : Avec suites				
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription				
Proposition de délais : 18 mois				

N° 7 : Flux en COV

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/10/2012, article 3.2.4								
Thème(s) : Risques chroniques, conformité des flux en COV								
Prescription contrôlée : On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :								
Quantité maximale rejetée	Conduit n°1		Conduit n°2		Conduit n°3		Flux totaux des conduits 1 à 3	
[...]	[...]		[...]		[...]		[...]	
Flux	Kg/h	t/an	Kg/h	t/an	Kg/h	t/an	Kg/h	t/an
Poussière	1,20	3,969	0,55	1,803	0,14	0,453	1,89	6,225
COV totaux en mg/Nm ³ de C	1,33	4,366	0,6	1,984	0,15	0,499	2,08	6,849
COV prévu à l'annexe III	0,24	0,794	0,11	0,361	0,03	0,091	0,38	1,246
Constats : Dans le cadre de l'inspection, le rapport du premier semestre 2024 (rédigé par la société BUREAU VERITAS) a été contrôlé pour les conduits n°1, 2 et 3. Conduit n°1 : Les flux en COV totaux et poussières sont conformes ; Conduit n°2 : Les flux en COV totaux sont mesurés à 3,32 kg/h au lieu de 0,6 kg/h. Les flux de poussières sont conformes ; Conduit n°3 : Les flux sont conformes pour les poussières et les COV totaux. Les COV annexe III n'ont pas été mesurés.								
Type de suites proposées : Avec suites								
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription								
Proposition de délais : 18 mois								

N° 8 : Plan de Gestion de Solvants

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 28 .1
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de Gestion de Solvants
Prescription contrôlée : Tout exploitant d'une installation consommant plus d'une tonne de solvants par an met en place un plan de gestion de solvants, mentionnant notamment les entrées et les sorties de solvants de l'installation. Ce plan est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Si la consommation annuelle de solvant de l'installation est supérieure à 30 tonnes par an, l'exploitant transmet annuellement à l'inspection des installations classées le plan de gestion des solvants et l'informe de ses actions visant à réduire leur consommation.
Constats : L'exploitant a présenté son plan de gestion de solvant annuel pour 2023 mais sans plan d'actions visant à réduire ses consommations. La consommation annuelle de solvant était de 591 tonnes soit supérieure à 30 tonnes, l'exploitant

communiqué son PGS sur GEREP chaque année.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra fournir sous un mois un programme de réduction de ses consommations.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 30 jours

Annexe : Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure



**PRÉFET
DES ARDENNES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

PROJET d'Arrêté n° ... du portant mise en demeure de respecter les prescriptions applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement exploitées par la société ITW SPRAYTEC à Vireux-Molhain

**Le Préfet des Ardennes,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite**

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

Vu le décret du 3 novembre 2021 portant nomination du Préfet des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2023/606 du 16 octobre 2023 portant délégation de signature à M. Joël DUBREUIL, secrétaire général de la préfecture des Ardennes ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation délivré le 12 octobre 2012 à la société ITW SPRAYTEC pour l'exploitation d'une installation de conditionnement d'aérosols sur le territoire de la commune de Vireux-Molhain sur la zone industrielle de la commune, concernant notamment la rubrique 1414 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'article 3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « *Le tableau suivant identifie les différentes émissions canalisées et fixe les conditions générales de fonctionnement :*

N° de conduit	Intitulé du conduit	Installations raccordées	[...]	Vitesse d'éjection minimale en m/s
1	Atelier de production	3 lignes de production (conditionnement des aérosols)	[...]	8
2	Local de préparation	Préparation des mélanges pour la production	[...]	8
3	Salle de lavage des cuves	Pièce dans laquelle sont lavées les cuves de mélange	[...]	5

[...] » ;

Vu l'article 3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « *Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration, les volumes de gaz étant rapportés :*

- à des conditions normalisées de températures (273 kelvins) et de pression (101.3 kilopascals) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs) ;

- à une teneur en oxygène équivalent à 21%

Concentration en mg/Nm ³	Conduit n°1	Conduit n°2	Conduit n°3	[...]
Poussière	100	100	100	
[...]	[...]	[...]	[...]	
[...]	[...]	[...]	[...]	
COV totaux en mg/Nm ³ de C	110	110	110	
COV prévu à l'annexe III	20	20	20	

[...] » ;

Vu l'article 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Les flux de polluants rejetés dans l'atmosphère doivent être inférieurs aux valeurs limites suivantes :

[...]

Quantité maximale rejetée	Conduit n°1		Conduit n°2		Conduit n°3	
	Kg/h	t/an	Kg/h	t/an	Kg/h	t/an
Poussière	1,2	3,939	0,55	1,803	1,89	6,225
COV totaux en mg/Nm ³ de C	1,33	4,366	0,6	1,984	2,08	6,849
COV prévu à l'annexe III	0,24	0,794	0,11	0,361	0,03	0,091

[...] » ;

Vu l'article 9.2.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2012 susvisé qui dispose : « [...] Le tableau ci-dessous identifie les fréquences de contrôle, pour chaque émissaire, des différents paramètres analysés :

- Emissaire raccordé à l'atelier de production, n° de conduit 1 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

- Emissaire raccordé au local de préparation, n° de conduit 2 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

- Emissaire raccordé à la salle de lavage des cuves, n° de conduit 3 :

Paramètre	Fréquence	Observation
Poussières	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV Totaux	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur
COV prévu à l'annexe III	Semestrielle	Analyse selon la norme en vigueur

[...] » ;

Vu les rapports de mesures des émissions atmosphériques (premier et second semestres 2023, et premier semestre 2024) réalisés par la société Bureau Veritas ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courriel du **du date** conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du Code de l'environnement, afin qu'il puisse faire part de ses observations dans un délai de 15 jours ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier/courriel du **date** ;

Où

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé dans la transmission du **rapport susvisé** ;

Considérant ce qui suit :

1. Lors de la visite du 11/06/2024, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a contrôlé, par sondage, les rejets atmosphériques de poussières, de COV totaux et COV de l'annexe III pour les conduits n°1, n°2 et n°3 et a constaté que :
 - a) Les vitesses d'éjection des gaz ne sont pas conformes pour les rejets n°2 et n°3.
En effet, les valeurs suivantes ont été relevées :
 - 7,39 m/s en 2024 et 7,48 m/s en 2023 pour une valeur réglementaire minimale de 8 m/s pour le conduit n°2 ;
 - 4,81 m/s en 2024 et 4.55 m/s en 2023 pour une valeur réglementaire minimale de 5 m/s pour le conduit n°3. ;
 - b) Les concentrations en COV totaux ne sont pas conformes pour les rejets 2 et 3.
En effet, les valeurs suivantes ont été relevées :
 - Conduit n°2 : Les COV totaux sont mesurés à 491 mg/Nm³ de C au lieu de 110 mg/Nm³ ;
 - Le conduit n°3 : Les COV totaux sont mesurés à 163 mg/Nm³ de C au lieu de 110 mg/Nm³ ;
 - c) Les flux en COV totaux ne sont pas conformes pour le rejet n°2.
En effet, les flux en COV totaux sur le conduit n°2 sont mesurés à 3,32 kg/h au lieu de 0,6 kg/h.
 - d) Les COV de l'annexe III représentés par la mesure de méthacrylate de méthyle n'ont pas été mesurés lors des deux dernières campagnes d'analyse sur les conduits n°1, n°2 et n°3.
2. Ces constats constituent un manquement aux dispositions des articles 9.2.2.1, 3.2.2, 3.2.3 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12/10/2012 susvisé ;
3. Ces manquements constituent une atteinte aux intérêts protégés par l'article L. 511-1 du Code de l'environnement dans la mesure où les rejets en COV polluent l'atmosphère et pourraient occasionner des problèmes de santé publique ;
4. Face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-8 du Code de l'environnement en mettant en demeure ITW SPRAYTEC de respecter les prescriptions et dispositions, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du Code de l'environnement.

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1 – La société ITW SPRAYTEC exploitant une installation de conditionnement d'aérosols, sise zone industrielle sur la commune de Vireux-Molhain, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 9.2.2.1, 3.2.2, 3.2.3 et 3.2.4 de l'arrêté préfectoral du 12/10/2012 susvisé en :

- Respectant les valeurs réglementaires des vitesses d'éjection des rejets atmosphériques de ses conduits n°2 et n°3 sous un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Respectant les valeurs réglementaires des concentrations en COV totaux des conduits n°2 et n°3 dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Respectant les valeurs réglementaires des flux en COV totaux du conduit n°2 dans un délai de 18 mois à compter de la notification du présent arrêté ;
- Réalisant des mesures des COV annexe III (méthacrylate de méthyle) sur les conduits n°1, n°2 et n°3 sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 2 – Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8-II du Code de l'environnement.

Article 3 – Conformément à l'article L. 171-11 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne, dans un délai de 2 mois à compter de sa date de notification. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr

Article 4 – Conformément à l'article R. 171-1 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers, le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le département des Ardennes pendant une durée minimale de deux mois.

Le présent arrêté sera notifié à la société ITW SPRAYTEC.

Ampliation en sera adressée à :

- Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture des Ardennes ;
- Monsieur le Maire de la commune de Vireux-Molhain ;
- Monsieur le Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand-Est.

Chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Charleville-Mézières, le

Le Préfet,
Pour le Préfet et par délégation
Le secrétaire général,

Joël DUBREUIL